



Assemblée générale

Distr. générale
6 octobre 2023
Français
Original : anglais

Soixante-dix-huitième session

Point 161 de l'ordre du jour

Rapport du Comité des relations avec le pays hôte

Lettre datée du 2 octobre 2023, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je tiens à vous informer d'une nouvelle violation par les États-Unis des obligations juridiques internationales qui leur incombent en qualité de pays hôte du Siège de l'Organisation des Nations Unies. Le 24 septembre 2023, à l'aéroport John F. Kennedy de New York, un fait regrettable s'est produit : au moment du départ, des représentants iraniens qui venaient de participer à la semaine de haut niveau de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale ont fait l'objet de traitements dégradants.

Ce jour-là, après avoir reçu leur carte d'embarquement et avant de monter à bord du vol Lufthansa n° 401, qui devait décoller à 15 h 45, trois hauts responsables de la République islamique d'Iran ont été soumis par les autorités des États-Unis à un « contrôle secondaire » à l'aéroport, une procédure illégale et discriminatoire. Au cours de ce « contrôle » injustifié et inacceptable, que nous continuons de dénoncer fermement, une atteinte encore plus grave et plus flagrante à la dignité a été commise : l'un de nos représentants a été contraint de s'accroupir sur le sol, puis soumis à une procédure d'inspection sans précédent, au mépris total de son statut de représentant d'un État Membre de l'Organisation des Nations Unies.

Comme nous l'avons répété dans nos communications précédentes sur la question, en particulier dans la lettre datée du 6 juillet 2023, le simple fait d'imposer un contrôle secondaire ou d'appliquer la procédure dite de l'« Administration de la sûreté des transports » à des représentants iraniens constitue en soi, et dans le cas des faits récents susmentionnés, une atteinte flagrante à leur personne et à leur dignité de représentant et une violation manifeste des principes d'inviolabilité personnelle des représentants, ainsi que de l'obligation de traiter ceux-ci avec le respect qui leur est dû. L'affront subi par nos représentants et le préjudice causé par les mesures prises par le pays hôte sont irréparables et entravent l'exercice indépendant et efficace par lesdits représentants de leurs fonctions en rapport avec l'Organisation, en plus d'avoir des répercussions néfastes sur leur bien-être mental.

La République islamique d'Iran condamne ces humiliations et mesures condescendantes, délibérément dirigées contre ses représentants par les États-Unis, et répète que ces mesures illégales constituent une violation flagrante des obligations



qui incombent au pays hôte en vertu du droit international et des instruments et cadres juridiques internationaux applicables, notamment de l'Article 105 de la Charte des Nations Unies, de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies (1947), de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies (1946) et de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques (1961).

À la lumière de ce qui précède et compte tenu de la gravité de la situation, qui nuit à l'efficacité du travail des représentants, nous vous demandons par la présente, dans l'exercice de la responsabilité et des mandats qui vous sont conférés en vertu des instruments juridiques internationaux applicables, de veiller à ce que le pays hôte mette fin et renonce à tout acte, positif ou négatif, tel que l'imposition d'un contrôle secondaire, qui entrave ou compromet de toute autre manière l'exercice indépendant et efficace des fonctions des représentants iraniens.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 161 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Amir Saeid Iravani
